

S. Szakaly

## D'UNE ARMÉE À L'AUTRE. LE CORPS DES OFFICIERS DE 1944 À 1947

Les efforts que menait la Hongrie pour sortir de la guerre échouèrent définitivement les 15 et 16 octobre 1944. En quelques heures, tout chavira dans une Hongrie à peine préparée. Dans ces circonstances, le chef de l'Etat, l'amiral Horthy, transmet le pouvoir à F. Szálasi. Ce dernier s'empresse de mettre sur pied un gouvernement de coalition d'extrême droite désireux de poursuivre la guerre. Suite à la démission de Horthy, Szálasi devint le nouveau généralissime de l'armée royale de Hongrie.

Le corps des officiers de l'armée royale, ou du moins la majorité de ses membres, furent surpris par la déclaration gouvernementale qui annonçait la tentative de mettre fin au conflit. Une grande partie des officiers et des soldats ne savaient qu'en penser. Les ordres faisaient défaut et les émissions de radio ne pouvaient leur donner d'indications fiables. La situation s'éclaircit fin octobre 1944. Il ne restait plus alors que trois possibilités pour la plupart des officiers :

1. Continuer à se battre contre les ennemis soviétique, roumain et bulgare qui occupaient la Hongrie.
2. Se ranger aux côtés de l'armée rouge (comme B. Miklós et J. Vörös) ou, s'ils étaient prisonniers de guerre des soviétiques, passer dans leur camp et se retrouver ainsi face aux Allemands (comme M. Storm et le Dr L. Deseó entre autres).
3. Déserter l'armée royale hongroise et se cacher jusqu'à la fin des hostilités.

La plupart des officiers choisirent la première solution. Leurs motivations n'étaient pas idéologiques mais bien politiques. La déclaration de la passation de pouvoir à F. Szálasi signifiait pour eux qu'ils étaient déliés du serment qu'ils avaient fait. Cependant, ils estimaient que leur devoir était de poursuivre la guerre et de faire plus tard leur serment au nouveau généralissime.

Quelques officiers choisirent d'arrêter de se battre. Ils prirent leurs responsabilités ainsi que le risque de passer devant une cour martiale et d'être condamnés à mort. Ils ne voulaient pas «passer à l'ennemi» et ne tenaient pas non plus à servir le nouveau pouvoir. Ils estimaient que le

serment qu'ils avaient fait à l'ancien gouvernement les liait toujours puisque personne ne les en avait déliés.

Un troisième groupe rassemblait les officiers qui pensaient que, vu qu'ils avaient prêté serment au chef de l'Etat, lequel avait été éloigné du pouvoir d'une manière peu légale, ils étaient obligés de poursuivre la guerre auprès des troupes soviétiques contre les Allemands et donc, contre les troupes hongroises qui se battaient pour eux.

Ce groupe d'officiers se limitait à quelques douzaines de personnes seulement. La majorité des officiers - appelons-les «de réserve» - de l'armée royale hongroise avaient peur des Soviétiques. En effet, les leçons tirées sur le terrain, la peur d'être fait prisonnier, les rumeurs à propos de Katyn ainsi que «l'expérience» du système communiste en Hongrie en 1919, ne rendaient pas très attrayant le changement de camp. En plus, ils concevaient difficilement de se retrouver, du jour au lendemain, confrontés aux Allemands qui avaient été leurs compagnons d'armes pendant plusieurs années.

Une partie importante des officiers d'active et de réserve passés du côté soviétique avaient suivi l'appel de leurs chefs de régiment B. Miklós et J. Vörös. Une autre partie avait été recrutée parmi les officiers prisonniers de guerre. Le groupe des officiers qui choisirent de se battre contre les Allemands était beaucoup moins important que les deux autres. Il était formé de ceux qui avaient été faits prisonniers et qui, par la suite, avaient suivi une formation de partisan pour être enrôlés dans l'armée rouge. Certains d'entre eux rejoignirent même des groupes de propagandistes non-armés.

Le fait que des officiers hongrois se trouvaient aux côtés des troupes soviétiques ne voulait pas encore dire qu'il existait déjà une «autre armée hongroise» capable de faire la guerre contre les Allemands. Les grandes puissances n'ont pas considéré comme valable la convention signée le 11 octobre 1944 à Moscou par les représentants du gouvernement Horthy. Celle-ci reprenait les conditions émises en vue des négociations de cessez-le-feu. De plus, il n'y avait personne qui put la mettre en application. Donc, on ne pouvait pas encore parler de plusieurs armées hongroises. Les soldats harassés souhaitaient un arrêt des combats et passèrent par petits groupes du côté soviétique. Mais, ils furent d'abord considérés comme prisonniers de guerre.

Dès la création du Gouvernement provisoire de Debrecen, le 22 décembre 1944, et avant la signature des accords de cessez-le-feu avec les grandes puissances, on déclara la guerre à l'Allemagne. Cette déclaration n'avait qu'une valeur symbolique mais marquait bien la volonté du gouvernement de Debrecen. Ce n'est que le 20 janvier 1945 que l'accord de cessez-le-feu permit la formation et l'organisation d'une nouvelle armée hongroise. Il est vrai que les accords de cessez-le-feu avaient obligé le gouvernement national provisoire à mettre en place 8 divisions de fantassins équipées d'armement lourd. La création de ces forces - les 8 divisions représentaient environ 140.000 hommes - était totalement irréaliste dans le

contexte de l'époque. En effet, le pays était exsangue car il avait été le théâtre de durs combats. En plus, 70 à 80% de la population masculine en âge de servir se trouvait sous les drapeaux de la Hongrie de Szálasi et était loin de pouvoir remplir ces obligations.

La nouvelle administration politique pouvait à peine trouver les soldats, même après qu'on eut remis à la disposition du gouvernement national provisoire des dizaines de milliers de soldats prisonniers des Soviétiques. En outre, il fallait aussi assurer l'armement, l'équipement et la nourriture.

Tout le monde était d'accord pour dire que la solution aurait été d'utiliser les armes prises aux prisonniers de guerre allemands ou hongrois. Mais cela se faisait lentement. Et l'armée rouge ne fournissait, au mieux, que des armes ravies à l'ennemi, donc déjà utilisées. Quant aux armes lourdes, elles étaient rares. Les officiers passés au service du gouvernement de Debrecen se sont retrouvés face à des difficultés insolubles. En fait, il aurait fallu créer une armée à partir de rien.

Mais qui étaient-ils donc, ces officiers? Pour la plupart, ils avaient servi dans l'armée royale hongroise avant de passer, pour les motifs dont nous avons déjà parlé, du côté des Soviétiques et donc, des grandes puissances. Leur groupe rassemblait ceux qui étaient passés dans le camp soviétique, ceux qui étaient allés négocier avec eux, ceux qui avaient été leurs prisonniers et qui avaient reçu une formation de partisans, et enfin, des prisonniers plus récents de l'armée rouge. Ces officiers provenaient de tous les territoires de la Hongrie sous contrôle soviétique. La plupart d'entre eux avaient déserté leurs unités parce qu'ils ne voulaient pas quitter le territoire hongrois.

Mais qu'est-ce qui a bien pu motiver la décision - certes peu facile - de ces officiers? Nous pensons qu'il doit y avoir trois raisons:

1. La peut d'être fait prisonnier par les Soviétiques et, pour ceux qui l'étaient déjà, l'espoir de libération.
2. La possibilité de pouvoir poursuivre leur métier d'officier.
3. La volonté de combattre les Allemands, ce qui aurait pu contribuer à redorer l'image de marque du pays après l'armistice.

Ces officiers ont été motivés principalement par l'occupation de la Hongrie par les Allemands le 19 mars 1944 et se sont retournés contre leurs anciens alliés. Il ne faut pas oublier non plus qu'une partie importante des membres de cette nouvelle armée en formation, issue de Debrecen, avaient dû, pour diverses raisons, quitter l'armée royale hongroise. Nous pensons que ce n'est que plus tard que furent connus des chefs militaires comme G. Pálffy-Oesterreicher (Pálffy depuis 1946), K. Révay, etc...

A Debrecen, le corps des officiers de la nouvelle armée en formation était composé en grande partie d'officiers de rang inférieur. Les officiers supérieurs et brevetés d'Etat-major étaient en nombre beaucoup plus restreint. A côté des trois généraux (B. Miklós, J. Vörös et G. Faraghó), on



retrouvait K. Kálmán, L. Székely, O. Hatz (déjà aux mains des Soviétiques en avril 1945), E. Simonffy-Tóth, Z. Pálffy-Muhoray, L. Visy, G. Vörös, S. András, etc...

La tâche de ces derniers et de leurs amis aurait été de créer et d'organiser l'armée alors que les instances politiques hongroises ne savaient pas vraiment quelle armée elles voulaient. Selon le parti indépendant des petits propriétaires terriens et des citoyens, on n'avait pas besoin d'officiers ni de formation pour officiers puisque, tôt ou tard, émergeraient des soldats capables de remplir ces fonctions. On ne peut pas savoir à quel point la pensée attribuée à Napoléon et selon laquelle chaque soldat porte un bâton de maréchal dans sa besace, a eu de l'influence sur ces derniers. Il semble néanmoins certain que les connaissances militaires des soldats leur viennent de leur expérience.

C'est dans ces circonstances que se sont formés l'armée et son corps d'officiers qui avait déjà traversé des situations conflictuelles en février et en mars 1945. Le général J. Vörös, qui était aussi ministre de la Défense et chef d'Etat-major, s'est retrouvé face à d'anciens de ses subordonnés qui lui reprochaient son rôle pas très clair lors des événements des 15 et 16 octobre 44. On finit par pouvoir résoudre ce problème qui avait entraîné l'arrestation puis ensuite la libération de ceux qui avaient émis des critiques. Mais cela n'a évidemment pas renforcé l'unité du corps des officiers.

Entretemps, la direction militaire soviétique avait mis à la disposition du gouvernement de Debrecen un groupe de soldats et d'officiers qui avaient déserté ou qui s'étaient rendus lors des combats de Budapest. Parmi eux, se trouvaient le colonel S. András et le lieutenant-colonel O. Variházy. D'autres aussi rejoignirent le camp de Debrecen par la suite. D'après ce que nous savons, ces derniers avaient pris les armes avec beaucoup de naïveté. Parmi eux, il y avait par exemple le colonel A. Béldy qui, après octobre 1944, s'était caché des autorités hongroises et allemandes, craignant d'être arrêté. Une fois réapparu, il fut considéré comme l'un des experts les plus capables en vue de mener les négociations de paix. En réalité, déjà en 1945, il fut amené à comparaître devant le tribunal populaire de Budapest pour crimes de guerre. Ce tribunal le condamna à mort sur base d'accusations non-fondées et le Haut Conseil national commua la peine en prison à vie.

Le cas de A. Béldy montre aussi qu'une partie importante du corps des officiers pensaient qu'ils pourraient encore exercer leurs fonctions par la suite. Cela s'est vite avéré être une idée fautive.

Une grande majorité des gens de Debrecen durent quitter l'armée dès 1945-46 car ils étaient considérés comme des «anciens officiers». Les quelques-uns qui, à la suite de cela, continuèrent à servir terminèrent leur carrière entre 47 et 51. Et nombreuses furent parmi eux les victimes de procès d'intention...

Les officiers passés au service du nouveau pouvoir connaissaient et aimaient leur métier. Ils soulevaient les problèmes techniques mais aussi

politiques, ce dont on n'avait pas besoin dans un système virant à la dictature communiste. Et surtout, on n'avait pas besoin d'officiers qui critiquaient la formation militaire des Soviétiques, les fournitures d'armes et leur qualité. Les opérations d'épuration avec ce qu'on appellera plus tard les «listes B» débutèrent dès 1945 dans la nouvelle armée. Au cours de toutes ces opérations, jusqu'au 30 août 1947, on «vérifia» la situation de 403 généraux (370 en retraite et 33 d'active), 8.516 officiers (1.618 e.r. et 6.893 d'active) et 9.194 sous-officiers (712 e.r. et 8.482 d'active). Parmi ceux-ci, 87 généraux furent condamnés (74 e.r. et 13 act.) et 22 de ces derniers (15 e.r. et 7 act.) furent dégradés. Parmi les officiers mis en examen, 1.564 (138 e.r. et 1.426 act.) furent condamnés et 274 (16 e.r. et 258 act.) dégradés alors que du côté des sous-officiers, 752 (28 e.r. et 724 act.) étaient condamnés et 70 (9 e.r. et 61 act.) dégradés.

La disculpation ne voulait bien sûr pas dire que ceux qui en bénéficiaient pouvaient automatiquement servir dans la nouvelle armée. Ce sont ce qu'on appelait les «conseils de liste B» formés de représentants des différents partis politiques qui décidaient de la remise en service des officiers ou des généraux. Ainsi, jusqu'au 30 août 1947, ces conseils exclurent de l'armée 19 officiers généraux, 212 officiers d'Etat-major et 1.270 officiers supérieurs, sous le prétexte qu'ils n'étaient pas «indispensables». On radia aussi définitivement 14 généraux, 374 officiers d'Etat-major et 2.292 officiers supérieurs. Parmi ceux qui avaient changé de camp après le 22 décembre 1944, 11 généraux, 218 officiers d'Etat-major et 160 officiers supérieurs furent mis à la retraite. En tout, cela toucha 4.570 personnes. Sans exception, tous ces «anciens officiers» radiés de l'armée, avaient, à l'un ou l'autre moment, servi dans l'armée royale hongroise. Les exclusions faisaient suite à une lutte politique au sein de l'armée dont le but, l'un des principaux du parti communiste, était de s'assurer le contrôle de celle-ci.

Il est intéressant de voir combien le chiffre des effectifs a diminué dans l'armée, qui comptait encore quelque 65.000 personnes au printemps-été 1945. On supprimait ainsi tout soutien éventuel aux forces politiques anti-communistes. Ces décisions étaient sans aucun doute politiques et trahissaient les idées et l'implication de la direction soviétique de la Commission de contrôle interalliée.

Après les élections de novembre 1945 que le parti des citoyens, des agriculteurs et petits entrepreneurs indépendants remporta avec 57% des voix, la Commission de contrôle interalliée décida que le chiffre des effectifs devait encore diminuer. Ainsi, en mars 1946, ils furent fixés à 25.000 hommes. Ensuite, le gouvernement hongrois annonça qu'il ne désirait même pas conserver l'effectif autorisé et ne garda que 20.000 personnes au sein de son armée.

La création de ce qu'on appelle l'Institut de formation des officiers marqua le renforcement de l'influence communiste dans l'armée. Cet institut fut le précurseur de l'Institut politique des officiers. La majorité des formateurs étaient membres du parti communiste et n'avaient même pas le grade d'officier. En 1946, leur tâche principale était d'exclure les «anciens offi-

ciers». La lutte politique pour le contrôle de l'armée tournait à l'avantage du parti communiste hongrois qui bénéficiait de l'appui maximum des dirigeants soviétiques de la Commission de contrôle interalliée. Et, contrairement à ce que l'on avait encore espéré en 1945, les «anciens officiers» que l'on avait encore jugés «utiles» étaient de moins en moins nombreux au sein de l'armée.

Le cabinet personnel du ministre de la Défense avait encore mis sur pied un programme concernant «l'armée future». Celui-ci comprenait, entre autres, les points suivants:

1. Ne laisser entrer dans la nouvelle armée que des éléments bien formés et fiables au point de vue politique et en général.
2. Réduire au minimum le déficit du budget de l'Etat.
3. Assurer une place dans le civil à ceux qui n'avaient pu intégrer les rangs de la nouvelle armée afin qu'ils ne formassent point une force d'opposition démocratique.

Sur base de cela, il convenait:

1. de penser les principes de base de l'organisation, de l'entraînement et de l'instruction en tenant compte des erreurs faites dans l'ancienne armée.
2. de réduire l'embauche de militaires de carrière dans l'armée et donc dans le corps des officiers jusqu'à la signature des accords de paix. (Introduction du système d'aspirants-militaires de carrière.)

Les raisons:

- a) Il existe un système de critères de qualité applicable à la sélection des candidats à une carrière militaire.
- b) Cela n'entraîne pas de charge inutile dans le budget de l'Etat.

Points négatifs:

- a) Cela ne rend pas automatique la nomination à un poste de militaire de carrière.
- b) Dans la police aussi les nominations sont désormais considérées comme provisoires. Les officiers de réserve embauchés en vue d'un poste de militaire de carrière ou d'aspirant-militaire de carrière doivent participer à un concours afin que ce soient vraiment les éléments les plus compétents qui soient engagés.
3. d'assurer l'achèvement du corps des officiers de carrière à partir du corps des sous-officiers par un stage unique et, tant que cela n'est pas possible, sur base d'un examen préalable.

Les nominations étaient fantaisistes et maintenaient le corps des officiers de réserve dans l'incertitude. En effet, ces nominations ne concernaient pas toujours les éléments les plus compétents et provoquaient beaucoup d'insatisfaction.

Comme nous l'avons déjà dit, les effectifs de l'armée diminuèrent continuellement depuis l'été 1945. Et parallèlement à cela, le nombre des



officiers aussi. Quelques jours après le Traité de Paris, le 10 février 1947, le département «Organisation» du ministère de la Défense transmet un rapport au département militaire de la Commission de contrôle interalliée. Celui-ci faisait mention de 3.916 officiers et sous-officiers en tout. Cela correspondait à la moitié du chiffre de l'année précédente en ce qui concernait les officiers. Les stipulations militaires du traité de paix ne mentionnaient pas le nombre des officiers et sous-officiers au sein de l'armée.

Lorsque nous analysons les circonstances dans lesquelles a été créé et organisé le corps des officiers de la nouvelle armée hongroise après 1945, on voit que celui-ci, jusque là tenu à l'écart de la politique quotidienne, s'est retrouvé face à de nouveaux problèmes. Dans ce que l'on appelle la «démocratie multipartite», la lutte se déroule sur le plan politique et chaque parti s'efforce d'exercer sa propre influence. Et parmi ces partis, le parti communiste hongrois, soutenu par l'Union Soviétique alors que les partis dits «des citoyens» ne bénéficient de l'appui d'aucune puissance extérieure. Nous pensons que, déjà en 1946, la lutte pour le pouvoir dans l'armée penche en faveur des communistes. La plupart des officiers de cette armée, réduite à son minimum, ont été choisis parmi les fidèles du parti. L'Institut de formation des officiers - qu'on peut considérer comme une transition vers un institut politique d'officiers - est entièrement sous son contrôle. La transformation de l'armée en une armée du parti a commencé. Et, comme on le signale déjà dans le corps des officiers, «le parti communiste place ses cadres les meilleurs dans les rangs de l'armée».

Lorsque, fin 44-début 45, il fallut choisir entre les deux gouvernements en fonction sur le territoire national, tous deux fondés avec le soutien de puissances étrangères et jouissant d'une souveraineté minimale, une partie des «anciens officiers» de l'armée royale hongroise se rangea du côté du gouvernement de Debrecen. Ils croyaient, par ce geste, participer à la construction d'une Hongrie démocratique. Ces officiers supposaient que, dans leur choix, ils serviraient l'intérêt du peuple hongrois et l'avenir du pays. Ils pensaient, en effet, pouvoir améliorer la position de la Hongrie qui, juste avant la signature du traité de paix, terminait la guerre du côté des perdants. Ils désiraient ainsi influencer l'opinion internationale. Mais, leur engagement et leur détermination personnelle ne changèrent pas grand-chose. Les jeux étaient faits et il était impossible de modifier les décisions qui avaient été prises à Téhéran et à Yalta.

La dernière tentative avortée de la Hongrie pour sortir du conflit (les 15 et 16 octobre 1944) ainsi que toutes les autres qui suivirent n'eurent pas de résultat. Pendant tout un temps, les officiers de Debrecen ainsi que la majorité de leurs soldats, furent considérés comme des gêneurs. Ils avaient perdu de vue qu'ils étaient les officiers de l'armée d'un gouvernement hongrois qui ne bénéficiait que d'une souveraineté très limitée et qui dépendait à tous points de vue de la volonté et des décisions des dirigeants soviétiques de la Commission de contrôle interalliée. Ils faisaient partie d'une armée qui ne pouvait ni décider d'un règlement, ni prendre de mesure ou procéder à des nominations sans une autorisation ou, au moins, un assentiment soviétique.

La nouvelle armée hongroise et son corps des officiers ne purent être organisés comme on l'avait voulu; non pas à cause d'un sabotage de la part des officiers «horthystes» mais bien parce que cela allait contre l'intérêt des puissances et, en premier lieu, contre celui de l'Union Soviétique. Les généraux et les officiers savaient cela mais ils attachaient une grande valeur à leur travail et à leur résistance, eux qui, depuis fin 44 et jusqu'en 47 encore, avaient cru à la mise en place d'une Hongrie démocratique où ils auraient eux aussi une place. Ils se trompaient (encore une fois!). Le système, qui tournait à la dictature communiste, n'avait pas besoin d'eux.

Les nouveaux détenteurs du pouvoir se souvinrent sans doute des idées du parti indépendant des petits propriétaires terriens et des citoyens qui prônait la formation d'une nouvelle armée sans l'aide d'experts, construite simplement sur base de la foi et de l'engagement, une «armée populaire». Ces principes furent mis en pratique au début des années 50. Les effectifs des forces armées hongroises dépassaient alors de loin le chiffre autorisé par le Traité de paix. Beaucoup de soldats se retrouvèrent sous le commandement de généraux et d'officiers sans connaissance ni formation. Par ailleurs, la proportion des officiers au sein de l'armée, en 1945, variait entre 5 et 8% à peine. En cas de conflit, cela eut mené à la catastrophe!